

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 78 (1937), p. 33-39

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1937__78__33_0

© Société de statistique de Paris, 1937, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 2. — FÉVRIER 1937

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 JANVIER 1937

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. ADOLPHE LANDRY, PRÉSIDENT SORTANT.

ALLOCATION DE M. LE PRÉSIDENT ET INSTALLATION DU PRÉSIDENT ET DU BUREAU POUR 1937.

ALLOCATION DE M. HENRI BUNLE, PRÉSIDENT POUR 1937.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1936.

NÉCROLOGIE.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

COMMUNICATION DE M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

COMMUNICATION DE M. HUBER : " QUARANTE ANNÉES DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE (1896-1936) ".

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. ADOLPHE LANDRY, PRÉSIDENT SORTANT.

La séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence de M. Adolphe LANDRY, Président sortant.

ALLOCATION DE M. LE PRÉSIDENT ET INSTALLATION DU PRÉSIDENT ET DU BUREAU POUR 1937.

MES CHERS COLLÈGUES,

Je me conforme à la règle en prenant la parole au début de cette séance, mais je sais, et vous savez comme moi, dans quelles conditions je le fais. Ainsi que vous avez pu le remarquer, si au recto de la couverture du Journal de notre Société, reçu par nous ce matin, je suis encore désigné comme président sortant, je ne suis, au verso, qu'un ancien président.

Quand l'heure est venue de s'effacer, on doit le faire rapidement et simplement avant de rentrer dans l'ombre, je me contenterai de prononcer quelques rapides paroles. Je me garderai, aujourd'hui, d'entrer dans des considérations sur l'utilité et les méthodes de la statistique. Même, si vous le permettez, je romprai avec la tradition qui voudrait que je vous présente un tableau complet et détaillé des communications faites à la Société en 1936, pendant que j'étais votre président. Que servirait-il de produire un pareil tableau? Beaucoup d'entre vous ont entendu ces communications et les discussions auxquelles elles ont donné lieu; les autres en ont pu lire

le compte rendu dans notre Journal. Je me bornerai donc à remercier en bloc les rapporteurs et les orateurs qui ont successivement pris la parole, pour le dévouement dont ils ont fait preuve vis-à-vis de la Société et pour le lustre que leur science et leur talent ont jeté sur ma présidence.

Ce que j'ai à faire ce soir, c'est d'installer le nouveau bureau. Je ne saurais me dispenser, à ce propos, d'adresser quelques mots de compliment à notre nouveau président.

Vous le connaissez tous bien notre président pour 1937. M. Henri BUNLE appartient à notre Société depuis 1909; il est assidu à nos réunions, et vous pouvez le lire souvent dans notre Journal, où il publie notamment, depuis de longues années, une chronique périodique de démographie.

M. BUNLE est un statisticien pur, il n'est que statisticien, et en parlant ainsi, c'est un éloge que je prononce, car je veux dire qu'il a voué sa vie et qu'il consacre toute son activité à la statistique. (*Applaudissements.*)

Il est entré dès 1908 à la Statistique générale de la France, dans cette maison qui, pour n'avoir qu'un personnel restreint et des ressources bien modiques, n'en est pas moins, par l'ampleur et la qualité des travaux qui s'y accomplissent, une grande maison. Il s'y est fait, par ses mérites de toutes sortes, une place non seulement distinguée, mais véritablement éminente.

Si l'on voulait présenter son œuvre, c'est toute la production de la Statistique générale de la France, depuis près de trente ans, qu'il faudrait étaler. Mais il est proprement l'auteur de certaines de ces « études spéciales » qui paraissent dans le *Bulletin trimestriel de la Statistique générale*, et dont je veux dire, en passant, combien il serait désirable qu'on les réunit dans des volumes, afin de nous permettre de les conserver et de les consulter plus commodément. Parmi les études spéciales dues à M. BUNLE, laissez-moi en citer une, parue en 1932, et qui concerne les migrations alternantes dans la région parisienne. La Statistique générale a eu une fois l'heureuse inspiration de faire mettre au nombre des renseignements à fournir pour le recensement, non seulement le domicile des gens, mais encore les établissements où ils travaillent. Grâce à ce renseignement complémentaire, M. BUNLE a pu déterminer d'une manière précise, et exacte en même temps, tous les déplacements de travailleurs qui se font quotidiennement entre Paris, les autres communes de la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne. Cela est d'un intérêt passionnant. Et si je cite cette étude, ce n'est pas pour la mettre au-dessus des autres travaux de M. BUNLE, c'est comme un exemple qui m'a particulièrement frappé.

La production de M. BUNLE ne se borne d'ailleurs pas aux articles qui paraissent dans le *Bulletin trimestriel de la Statistique générale* ou dans notre Journal. On peut voir sa signature dans toutes sortes de publications statistiques, françaises et internationales.

J'ajouterai qu'au cours de sa carrière administrative, M. Henri BUNLE a été un grand organisateur de services de statistique. Je mentionnerai, à cet égard, ce qu'il a fait dans la province de Québec, avant la guerre; au ministère de l'Armement, pendant les hostilités; plus tard, à Strasbourg, comme chef de l'Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine, et enfin au Maroc, à une époque plus récente.

Je devais à notre Société de rappeler les titres de son nouveau président. Mais pourquoi n'ajouterai-je pas, introduisant ici une note personnelle, que j'éprouve à le faire un plaisir particulier, pour l'extrême obligeance que j'ai toujours trouvée chez M. BUNLE. Moi qui ne suis qu'un statisticien d'occasion, j'ai été souvent amené à le mettre à contribution. Je l'ai fait pour les besoins de mon enseignement, utilisant, par exemple, pour telles leçons que j'avais à préparer, des études de lui sur l'histoire des migrations dont certaines manuscrites — et il est regrettable qu'elles soient restées telles. Je l'ai fait pour mes travaux d'homme de science, par exemple quand il a bien voulu calculer à ma demande des taux de « reproduction » destinés aux Tableaux de l'Économie française, la belle publication de l'Institut scientifique de recherches économiques. Je l'ai fait enfin pour les besoins de mon activité parlementaire : aujourd'hui même, j'étais chez lui pour des renseignements statistiques intéressant une proposition en faveur des familles. Toujours, M. BUNLE m'a donné le concours le plus empressé et le plus précieux. Vous imaginerez ainsi combien il m'est agréable de lui serrer la main en ce moment et avec quelle sincérité je lui souhaite la plus heureuse des présidences. (*Applaudissements.*)

ALLOCUTION DE M. HENRI BUNLE, PRÉSIDENT POUR 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MES CHERS COLLÈGUES,

Des circonstances particulières, imprévisibles et imprévues, ont amené votre Conseil à me présenter à vos suffrages. Vous avez bien voulu ratifier ce choix, en m'éliasant le 16 décembre dernier à la Présidence de notre Société, alors que je parcourais le Nord et l'Est de la France pour les besoins du service auquel j'appartiens.

Soyez persuadés que j'apprécie très vivement le grand honneur que vous m'avez fait voici un mois; et c'est avec la plus grande sincérité que je vous adresse mes remerciements les plus vifs et les plus cordiaux.

La tâche qui m'attend m'eût été difficile si je n'avais le bonheur d'être assisté, guidé, par notre toujours plus actif et plus jeune Secrétaire général, notre ami BARRIOL. Grâce à sa compétence, à son amabilité, je suis certain que tous les écueils qui pourraient se présenter seront facilement contournés, et que la Présidence me sera douce et agréable dans les mois qui vont suivre.

Je remercie notre Président sortant, M. Ad. LANDRY, pour les paroles trop aimables par lesquelles il a bien voulu rappeler mon action dans le domaine de la statistique et me convier à lui succéder. Je lui adresse notre salut reconnaissant. Malgré les soucis de toutes sortes et les travaux que l'année 1936 lui a apportés, il a montré son grand attachement à notre Société en présidant régulièrement nos séances et nos travaux avec l'autorité, la compétence et l'affabilité que tous ceux qui l'ont approché se sont toujours plu à lui reconnaître. Je suis certain que, dans l'avenir, il continuera son action bienfaisante pour notre Société et pour la Science statistique.

Messieurs, je ne doute pas que votre choix ne dépasse ma modeste personne. Sans doute, depuis bientôt trente ans, j'appartiens à notre Société, et j'en suis les travaux avec autant d'assiduité que le permettent ma santé et les nécessités de notre vie, souvent bouleversée par des crises, qui nous empêchent parfois de faire les choses qui nous tiennent le plus à cœur. J'y ai commis quelques communications; il ne faut pas abuser des meilleures choses. Et ma présence à la Statistique générale de la France, depuis trente ans aussi, vous donne l'assurance d'avoir porté votre choix sur un statisticien professionnel, pour diriger quelque temps la barque de notre Société.

Mais j'en suis certain — et de cela je tiens à vous remercier avec cœur — en m'appelant à présider vos séances pendant douze mois, vous avez aussi voulu honorer la Statistique Générale de la France. Laissez-moi donc, je vous prie, reporter le grand honneur que vous me faites, et auquel, croyez-le bien, je suis infiniment sensible, sur tous ceux qui ont été mes dirigeants, mes collègues et mes collaborateurs, à quelque degré de la hiérarchie qu'ils se placent. Et je songe plus particulièrement à ceux qui étaient nos collègues à la Société et qui nous ont trop rapidement quittés : DE VILLE-CHABROLLE; mon ami Marcel LENOIR, dont la disparition a été une grave perte pour la Statistique française; L. MARCH, dont je n'ai nul besoin de faire l'éloge, mais dont je tiens à rappeler tout ce que lui doivent la Science statistique, notre Société, le Service de la Statistique Générale de la France, et, plus particulièrement, moi-même.

Si mon ancien Directeur ne devait vous exposer dans quelques instants, avec sa compétence et sa clarté habituelles, l'œuvre de la Statistique Générale de la France dans ces quarante dernières années, je me serais permis d'aborder rapidement ce sujet devant vous. Mais il est beaucoup préférable qu'il soit complètement traité par M. HUBER. Sans doute aussi, notre ancien Président dira-t-il tout ce qui reste encore à faire pour donner à la Statistique Générale de la France les possibilités d'un travail plus étendu, l'extension souhaitable qui lui permettra d'être le *centre de documentation et de travail scientifiques*, dont la nécessité impérieuse s'impose chaque jour de plus en plus à nos administrations et à nos dirigeants. Sans empiéter sur cette communication, je me bornerai à deux simples réflexions :

La première, c'est que, déjà, le besoin de statistiques plus précises et plus détaillées a entraîné, dans certains ministères, l'organisation de bureaux spécialisés. Parmi les réalisations récentes. Je citerai simplement le Bureau de Statistique universitaire et le Bureau de documentation minière. J'ajouterai que, dans ces dernières années, l'Institut de Statistique de Paris a eu la joie de compter parmi ses élèves des ingénieurs des Mines et des Ponts et Chaussées. Je ne pense pas me tromper beaucoup en avançant que c'est notre collègue, M. DIVISIA, qui a fait entrevoir à ces brillants

ingénieurs, tout le profit qu'ils pourraient tirer de l'étude d'une science, vers laquelle ne semblaient pas les diriger les travaux qu'ils avaient jusqu'alors poursuivis.

Ma seconde réflexion est que ce besoin a été senti tout aussi vivement dans notre Empire français. Des statisticiens de la Statistique Générale de la France ont été demandés par l'Indochine. Des questions de crédit seules ont empêché que le service créé pût être développé comme il aurait dû l'être. Pour avoir été chargé d'une mission, en 1931, dans le Maroc français, je sais que la question d'un Office de Statistique y a été un moment à l'ordre du jour; elle y reviendra lorsque les temps favorables seront révolus.

On peut alors se demander comment il se fait que, depuis 1914, la Statistique Générale de la France n'ait pas eu le développement qu'elle aurait dû avoir. Comme trop souvent, hélas, il faut se retourner du côté financier. M. LANDRY vous a dit, l'an dernier, comment à une certaine époque, *il avait dû voler* au secours de la Statistique Générale de la France et la sauver ainsi, sinon d'une mort certaine, tout au moins d'un sérieux commencement d'asphyxie.

Mais il faut creuser plus profondément le problème. Celui-ci se pose comme suit à mes yeux. Comment se fait-il qu'un service aussi important n'ait pu obtenir les dotations nécessaires à son développement et, parfois, au contraire, ait été menacé dans son existence?

Ma réponse personnelle est simple. C'est que, malgré tout, l'extension de la Statistique est encore beaucoup trop superficielle en France. Sans doute, n'opposera-t-on, sans tarder, l'augmentation régulière du nombre des membres actifs de notre Société, ainsi que l'accroissement des ventes de *Bulletin de la Statistique Générale de la France*. Je n'ignore pas ces arguments, qui vont, semble-t-il, à l'encontre de mon affirmation. Que sont donc deux ou trois milliers de personnes, même si elles se recrutent parmi la classe éclairée et les dirigeants du pays, en regard de 42 millions de Français? La grande majorité de nos compatriotes ne connaît encore la Statistique que par certaines plaisanteries ou affirmations qui, trop souvent, dispensent d'approfondir des questions quelque peu ardues, ou bien constituent une pirouette désinvolte pour, momentanément, se tirer d'embarras. Ce grand amuseur de Labiche, par ses *Vivacités du Capitaine Tic* (1) est bien un peu responsable de cet état de choses. Thiers aussi, en tant que parlementaire, quoique, comme ministre du Commerce, en 1833, il ait été le rénovateur de la Statistique Générale de la France. Pour le bon travail qu'il accomplit par cette création, on doit beaucoup lui pardonner sa définition inexacte et colomnieuse de la Science à laquelle nous sommes attachés (2). Enfin, il n'est pas jusqu'à une boutade de nos amis et voisins d'outre-Manche (3) qui ne serve pour jeter, de temps à autre, un discrédit immérité sur l'utilisation des statistiques. C'est, à peu de chose près, à quoi se limite, pour la grande masse des Français qui s'intéressent aux questions débattues, la connaissance de la Statistique.

Pour les autres, pour ceux notamment qui sont appelés à décider de l'orientation de notre pays, leurs discussions sont très longtemps demeurées beaucoup plus sur le plan philosophique, que sur le plan réaliste, une part excessive étant faite à la discussion théorique, au détriment de l'observation minutieuse et scientifique des faits.

Peut-on, Messieurs, complètement les blâmer? Je ne vous cacherais point que tel n'est pas mon avis. Rappelons-nous la formation intellectuelle de la grande majorité de notre corps administratif et politique, pour lequel l'étude de l'économie politique et du droit purs, constituée, avec une très forte base littéraire et historique, la formation-type. On ne peut, en toute conscience, leur reprocher de n'utiliser point une science qu'on ne leur a pas enseignée, et qui est une noix dure à croquer. Mais on peut regretter justement qu'on leur ait laissé ignorer ce qui leur aurait facilité, avec la compréhension et la discussion précise des faits qu'ils ont à juger, la décision qu'ils ont à prendre.

Je suis, pour ma part, quelque peu choqué, pour ne pas dire effrayé, lorsque dans des discours, des articles, des thèses importantes, je vois s'amonceler des chiffres.

(1) Acte I, scènes IV et V (Comédie jouée en 1864); je rappelle que notre Société a tenu sa première séance le 5 juin 1860. Un bon vaudevilliste sait profiter de l'actualité. En France, les plaisanteries souvent répétées s'imposent parce qu'elles atteignent toutes les couches de la société. Il n'en est pas de même des études sérieuses, plus difficilement compréhensibles.

(2) La statistique est l'art de préciser les choses qu'on ignore.

(3) Disraéli, je crois, a dit, ou à peu près : « Il y a trois sortes de mensonges : le mensonge simple, le parjure et la statistique. »

Ceux-ci ne sont pas toujours scrutés et analysés suivant les méthodes scientifiques, qui permettent d'en tirer tout ce qu'ils peuvent donner, mais cela exactement et rien de plus. Bien heureux encore quand, avec un manque de logique évidente, mais sincère, ces chiffres sont utilisés par ceux qui, précédemment, se sont déclarés les contempteurs de la statistique et de ses méthodes.

Il est bien certain, mes chers Collègues, que les bons esprits, même s'ils ne sont pas versés dans la science qui nous intéresse, arrivent à des conclusions qu'on ne peut contester. La logique ne perd jamais ses droits et la vérité est une, même lorsque les questions sont complexes et se présentent sous des aspects différents, suivant le point de vue d'où on les considère. Mais sans aucun doute, le travail de ces excellents cerveaux eût été grandement facilité s'ils avaient eu à la fois une connaissance plus complète des faits chiffrés et des méthodes d'analyse qui leur sont applicables. J'en appelle ici à ceux de nos collègues, qui sont finalement venus à la Science statistique; ils ont vu que sa possession plus ou moins complète faciliterait leurs importants travaux et les mènerait à des conclusions, plus limitées peut-être, mais plus exactes et d'autant plus irréfutables.

Est-ce à dire que, jusqu'ici, rien n'ait été fait en notre pays pour donner l'enseignement et à l'utilisation des statistiques l'extension que je réclame?

Notre regretté ancien Président F. FAURE fut le titulaire à la Faculté de Droit, de la chaire de statistique qu'après lui occupèrent notamment nos collègues MM. AFTALION et NOGARO, pour ne citer que ceux dont les noms me viennent immédiatement à l'esprit (et je m'excuse bien vivement d'un oubli possible involontaire). Il fut de ceux qui, avec nos anciens présidents et collègues : MARCH, COLSON, BOREL, SIMIAND, HUBER, BARRIOL, d'autres encore, créèrent, en 1922, l'Institut de Statistique à l'Université de Paris. Depuis bientôt quinze ans, celui-ci dispense un enseignement aussi complet que possible des méthodes statistiques et de leurs applications principales.

Il est bien connu hors de nos frontières, comme en témoigne le fort contingent d'élèves étrangers qui le fréquentent chaque année.

Je rappellerai enfin le cours de statistique du centre de Préparation aux affaires, créé à la Chambre de Commerce de Paris, par notre collègue P. JOLLY, et les conférences faites à Nancy par mon ami, notre vice-Président DARMOIS, lorsqu'il enseignait encore dans notre grande cité de l'Est.

A cela nous ne pouvons rien ajouter d'autre. La place de la France à ce point de vue est loin d'apparaître comme enviable quand on relit l'enquête faite par M. WURZBURGER en 1925 sur l'enseignement de la Statistique dans le monde (1). Sans doute, les résultats publiés doivent-ils être parfois rectifiés, complétés, éclairés par des remarques et explications complémentaires.

Même avec ces réserves, on constate que la France avec huit professeurs de statistique seulement vient très loin derrière l'Allemagne, qui en compte au moins 57; l'Angleterre et l'Italie, qui en ont chacune plus de 30; l'Autriche, la Pologne, la Tchécoslovaquie où il y en avait une quinzaine; la Suisse où enseignaient 10 professeurs. Je ne parle pas des États-Unis. Nous connaissons tous la place importante qu'y tiennent la Statistique et les statisticiens, dans les administrations publiques comme dans les entreprises privées.

Les efforts de notre Société, notre Journal mis au Service de l'exposé des méthodes statistiques et de leurs applications les plus variées, ont certes contribué à leur diffusion limitée, que j'ai précédemment signalée.

M. HUBER vous décrira tout à l'heure l'extension progressive des recherches de la Statistique Générale de la France depuis sa fondation et, surtout, depuis la création de l'Office d'observation des prix, qui n'a pu être effective qu'à la conclusion de la paix. Vous apprendrez comment, dès avant 1914, MM. MARCH, HUBER, les membres du Conseil de la Statistique avaient pressenti nos besoins actuels; quel outil précieux pour tous ils avaient forgé; comment ils avaient résolu de le perfectionner, d'étendre son emploi; comment aussi la question financière seule a empêché ce plan d'être réalisé dans son intégrité. Statistique générale de la France, trop souvent méconnue, plus souvent encore, hélas, ignorée, même par ceux qui devraient la mieux connaître.

Malgré tout ce travail, tous ces efforts, il reste énormément à faire, pour étendre en France l'enseignement, le goût, l'utilisation des statistiques. C'est à cette œuvre

(1) *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, t. XXIII, 1^{re} livr., p. 130 et suiv.; 2^e livr., p. 719 et suiv.

limitée, quoique vaste, que nous devons tous nous attacher. Je vous y convie fortement pour ma part, en m'excusant d'avoir aussi longtemps retenu votre attention sur ces quelques idées générales. (*Vifs applaudissements*).

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1936.

M. le Président met aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 16 décembre 1936, inséré dans le Journal de janvier 1937.

Ce procès-verbal est adopté sans observations.

M. le Président souhaite la bienvenue à notre hôte de ce soir, M. PAMO VAJAROFF, en qui il est heureux de saluer un ancien auditeur de l'Institut de Statistique de l'Université de Paris et qu'il félicite pour la belle situation qu'il occupe comme Chef de Division à la Direction Générale de la Statistique de Bulgarie. M. VAJAROFF est en même temps Secrétaire du Comité Supérieur de Statistique de Bulgarie.

NÉCROLOGIE.

M. le Président a le regret d'annoncer le décès d'un de nos nouveaux Collègues, M. VEZIAN, survenu le 3 janvier 1937. Notre Collègue devait nous apporter une collaboration intéressante, étant données ses études sur les végétaux.

M. le Président a également le regret d'annoncer le décès de notre Collègue M. Stanislas DANYSZ, qui appartenait à la Société depuis 1931. M. DANYSZ était statisticien adjoint à la Statistique Générale de la France. Il avait récemment publié dans notre Journal une importante étude sur l'évaluation de la fortune privée en France. Au nom de la Société, il s'adresse à la famille de nos Collègues notre respectueuse sympathie.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

M. le Président annonce que les candidatures présentées à la dernière séance n'ont soulevé aucune objection. En conséquence, MM. DE LESPINOIS (Philippe BONNESCUELLE), LOWENSTEIN (Dyno), ROQUERBE (Jean), GOURIO (Jean) et SAINT-GERMIER (Antoine) sont nommés Membres titulaires.

D'autre part, M. le Président fait savoir qu'il a reçu, pour la Société, les demandes d'admission suivantes, au titres de membres titulaires :

M. FÉRASSON (Louis), ingénieur des Mines, docteur en droit, président de la Chambre de Commerce de Paris, membre du Conseil de la Statistique Générale de la France, 226, boulevard Saint-Germain (7^e), présenté par MM. Ch. RIST, Ch. LAURENT et BARRIOL.

M. MAYEN (Jean), 14, avenue Foch (16^e), présenté par MM. PAYELLE et BARRIOL.

M. RENÉ-BAZIN (Nicolas), administrateur de Sociétés, 3, rue Albéric-Magnard (16^e), présenté par MM. J. GIRARD et BARRIOL.

M. TRÉVOUX (François), agrégé des Facultés de Droit, 3, quai de la Pêcherie, à Lyon (Rhône), présenté par M^{lle} BENOÎT et M. BARRIOL.

M. MAURY (Louis), ancien élève de l'École polytechnique, conseil financier, 15, avenue de Ségur (7^e), présenté par MM. BARRIOL et MICHEL (Henri).

M. MINEUR (Henri), astronome à l'Observatoire de Paris, 16, avenue Trudaine (9^e), présenté par MM. DARMOIS et BARRIOL.

M. ROY (René), ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, 7, rue de la Cité-Universitaire (14^e), présenté par MM. HUBER et DARMOIS.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

COMMUNICATION DE M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

M. le Secrétaire général indique qu'il a reçu de nos deux doyens, MM. HARTMANN et YVERNES, auxquels il avait transmis les vœux de la Société, deux lettres charmantes, qui montrent l'excellent état de leur santé.

M. le Secrétaire général signale qu'il a reçu, pour la Société, un certain nombre d'ouvrages dont la liste complète sera insérée dans un prochain numéro du Journal.

Il fait une mention spéciale des ouvrages suivants :

Recherches théoriques modernes sur la théorie des probabilités, de notre Collègue M. FRECHET.

Mélanges et Archives pour la science et la réforme sociales, édité par l'Institut social roumain pour commémorer les vingt-cinq ans d'enseignement du D^r GUSTI.

L'exonération d'impôts sur le revenu des capitaux mobiliers accordés à la distribution des revenus du Portefeuille, par notre Collègue M. BRESSANGE.

La mobilité de la population à l'intérieur des villes européennes, par M. Roberto BACHI; M. RISSER s'est d'ailleurs chargé du compte rendu de ce très intéressant ouvrage.

Études démographiques de la population sédentaire et nomade de la Laponie, par M. Sten WAHLUND.

M. le Secrétaire général rappelle que la Société a décidé de porter les cotisations à :

60 francs pour la cotisation annuelle;

750 francs pour le rachat desdites cotisations annuelles, si le paiement est effectué en une seule fois;

160 francs, payables cinq années consécutives pour le rachat desdites cotisations.

Il espère que l'appel fait par le Président et par lui-même sera entendu par les anciens membres rachetés à deux taux moins élevés, qui voudront contribuer en complétant leurs versements aux chiffres ci-dessus à la bonne marche de la Société. Il les adjure de ne pas se souvenir qu'ils ont payé en une autre monnaie et leur demande de penser seulement à ce que réalise réellement notre Groupement pour le rayonnement de la pensée française à l'étranger.

Il demande à tous les Collègues d'envoyer rapidement leurs cotisations à notre Trésorier sans attendre des rappels qui coûtent toujours fort cher, aussi bien en numéraire qu'en temps perdu.

COMMUNICATION DE M. HUBER : " QUARANTE ANNÉES DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE (1896-1936) ".

M. le Président donne ensuite la parole à M. HUBER pour le développement de sa communication dont le texte complet sera inséré dans un prochain numéro du Journal.

MM. FRECHET et le D^r SOREL présentent des observations qui seront insérées à la suite de la communication.

La séance est levée à 23 h. 40.

Le Secrétaire Général,
A. BARRIOL.

Le Président,
H. BUNLE.
